

Serge FELD

Les migrations internationales et le développement. L'exode de compétences et les envois de fonds émigrés

(L'Harmattan, Paris, 2019, 242 p., 25,50 €)



208

Un peu partout dans le monde, le dénommé « problème des migrants » semble être au cœur de chaque élection, leurs résultats nous mettant face à une progression des angoisses de dégradation économique, se traduisant par la volonté d'un repli nationaliste et protectionniste. Dans un espace mondialisé se définissant par l'accroissement des flux, les migrations internationales ont en effet une place non négligeable. C'est le sujet d'étude de ce livre fort intéressant de Serge Feld, professeur émérite de l'université de Liège et longtemps expert à la commission « Population et Développement » de l'ONU. Ses études démographiques l'ont poussé à s'intéresser aux migrations internationales et à leurs liens avec le développement.

Dès l'introduction, Serge Feld nous rappelle l'histoire ancienne des mobilités humaines, un élément indissociable de l'histoire des civilisations, aujourd'hui facilitées par les nouvelles technologies de transport – même si, pour nombre de migrants, une partie du trajet s'effectue dans des conditions rudimentaires et dangereuses – et par l'accélération de la mondialisation. Cependant, il note que ces migrations humaines sont beaucoup moins bien acceptées et tolérées que les autres flux de biens, de services et de capitaux. Or, et c'est l'objet du livre, les mobilités humaines s'accompagnent d'importants transferts de fonds. Et si l'accent médiatique et politique est souvent mis sur les migrants non qualifiés les plus pauvres, l'auteur souligne la part de plus en plus importante prise par les migrants hautement qualifiés dans les migrations et le stock de migrants des pays de l'OCDE. De 2000 à 2010, la progression de cette catégorie de migrants a été de 70 %, soit plus du double de l'augmentation du nombre de migrants toute catégorie, ce qui représente 31,5 millions de personnes dans les pays de l'OCDE.

L'ouvrage s'articule ainsi sur deux axes principaux : l'étude des migrations de personnes hautement qualifiées, le fameux « *brain drain* » d'une part, avec un développement plus précis sur le personnel médical, et les envois de fonds émigrés d'autre part. Selon une méthode bien définie

qui facilite la compréhension, Serge Feld évoque pour chaque aspect les principales données chiffrées et localisées et leurs limites, présente les différentes théories et leurs évolutions sur la question opposant points négatifs et positifs, avec une attention toute particulière aux sources qu'il mentionne et aux calculs auxquels il a recours (le seul aspect parfois obscur pour les novices, mais compensé par des explications claires et efficaces), pour finir par un bilan questionnant à chaque fois les liens entre migrations et développement, afin de comprendre les conséquences des mouvements migratoires pour les pays de départ.

Face à l'instrumentalisation politique faite des migrations, quelques chiffres présents dans l'ouvrage permettent d'éclairer leur poids réel. Ainsi, en 2015, les migrants sont 243.7 millions dans le monde, ce qui ne représente que 3,5 % de la population mondiale, même si cette proportion a connu une augmentation de 14 % sur 25 ans. Parmi eux, 58 % vivent dans des pays développés (11 % de la population) et 42 % dans des pays en voie de développement (PVD) (1,7 % de la population). Ces données générales cachent de grandes disparités régionales, puisque ce sont vingt pays qui accueillent les deux tiers des migrants et que, selon les migrations, temporaires ou définitives, d'illégaux, de réfugiés, de main-d'œuvre qualifiée ou non, les trajectoires sont très différentes, ce que révèlent les tendances actuelles. Autre point important, les flux du sud vers le nord sont équivalents à ceux du sud vers le sud. L'accueil des migrants est loin de ne

concerner que les pays développés, par contre ces derniers ont de plus en plus recours à la sélection des flux migratoires en faveur des personnes les plus qualifiées. C'est pourquoi Serge Feld s'interroge sur les conséquences sur le développement des PVD des migrations de main-d'œuvre qualifiée, une problématique ouverte depuis les années 1960 et dont l'interprétation change.

Parfois dénoncées comme un frein au développement des pays du Sud, les privant d'un capital humain non négligeable, de ressources fiscales, et résultant d'un gaspillage des ressources publiques qui surinvestissent dans des filières d'éducation supérieure, souvent plus adaptées aux exigences des pays d'accueil qu'aux besoins réels des pays d'origine, et au détriment des autres strates éducatives, renforçant les inégalités. En effet, la main-d'œuvre hautement qualifiée se destinant à l'émigration est pour la plupart issue des milieux urbains les plus favorisés. L'étude des spécialités de médecine est sur ce point éclairant, comme nous le rappelle l'ouvrage, puisque les étudiants des PVD choisissent en priorité des spécialités recherchées dans les pays développés, comme la gériatrie ou la chirurgie esthétique, plutôt que celles qui correspondent aux besoins locaux, pédiatrie ou épidémiologie.

À cette vision s'oppose une autre théorie développée à partir des années 1980, qui accorde une place importante à la temporalité longue, expliquant que les effets négatifs de l'émigration hautement qualifiée sont de court terme et qu'à long terme les effets positifs d'incitation l'emportent. Ces migrations encouragent de ce

point de vue un investissement dans l'éducation qui augmente le capital humain des PVD, participent au transfert de connaissances scientifiques et technologiques, créent des réseaux efficaces de soutien économique, commercial, politique et scientifique, accroissent le bien-être des populations grâce aux envois de fonds et fonctionnent parfois comme une « soupape de sécurité » dans des marchés du travail trop étroits. L'objet des controverses est de savoir quels aspects l'emportent, ce sur quoi Serge Feld ne tranche pas, détaillant chaque argument, évoquant la diversité des situations selon les régions du monde concernées, les limites des banques de données et poursuivant par l'étude plus précise des migrations du personnel médical originaire des PVD.

Alors que, parmi les analystes et les institutions internationales, un consensus semblait être établi sur les bienfaits du *brain drain*, l'OMS y a mis fin en dénonçant la grave pénurie de personnel de santé, jugée très sensible dans 57 PVD. Dans ces pays, notamment en Afrique subsaharienne, le taux d'expatriation des médecins est très élevé, souvent supérieur à 50 %. Cependant, même sans l'expatriation, la densité du personnel médical resterait inférieure à 10 pour 100 000 habitants, bien loin des 230/100 000 préconisés par l'OMS pour répondre aux besoins de santé primaires. L'émigration des médecins n'apparaît que comme une composante des problèmes de développement parmi d'autres dans des pays où les infrastructures et les services de santé publique sont très largement insuffisants.

Les envois de fonds occupent la deuxième partie de l'ouvrage. Ils représentent 582 milliards de dollars dans le monde en 2015, 432 milliards pour les PVD uniquement, et dépassent depuis 1995 le montant de l'aide publique au développement. Là encore, les analyses divergent quant à leurs effets positifs ou négatifs sur le développement. Serge Feld s'attache à présenter chaque argument : leurs effets sur la réduction de la pauvreté, des inégalités, l'autonomisation des femmes... Il oppose la vision positive de la Nouvelle économie des migrations selon laquelle par effet d'incitation les envois de fonds participeraient à un développement sur le long terme, les ménages en bénéficiant augmentant leur consommation, ce qui se répercute sur l'emploi, la productivité et la croissance. En revanche, le FMI dénonce les effets négatifs de ces remises qui ne sont pas investies dans des activités productives et auraient tendance à diminuer l'offre globale de travail, les ménages bénéficiaires diminuant leur taux de participation au marché du travail.

L'auteur achève par une réflexion sur le risque d'instrumentalisation politique de ces envois de fonds qui représentent une somme considérable, permettant de réévaluer la dette souveraine de nombreux PVD, pour lesquels ils sont une proportion importante de leur PIB. Ainsi, sont évoquées la multiplication des agents et des institutions devant intégrer les envois de fonds émigrés aux politiques de développement et la création du Global Migration Group par l'ONU en 2006, dont l'un des objectifs est d'établir des mécanismes et des pratiques d'utilisation pertinente des

NOTES DE LECTURE

envois de fonds. Outre réduire les coûts de ces transferts internationaux, la deuxième piste est de mobiliser l'épargne des migrants vers des investissements de développement. Investissements également encouragés par des politiques volontaristes des gouvernements des PVD, qui, conscients de l'enjeu majeur de ces envois de fonds, ont aussi libéralisé les mouvements de capitaux.

Migrations internationales et envois de fonds émigrés s'inscrivent en effet pleinement dans une économie capitaliste et mondialisée où

des fonds privés sont vus comme un potentiel d'investissements compensant les défaillances des budgets publics et où la main-d'œuvre s'inscrit dans un marché du travail internationalisé. Un ouvrage d'étude démographique éclairant qui ne se risque pas à des généralisations, au profit d'une évocation des disparités régionales et de la complexité d'une étude sur les migrations internationales qui n'est qu'une des composantes parmi d'autres du développement et des effets de la mondialisation.

ÉLODIE REMY